

APPEL, ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ, DE LA RENCONTRE D'ÉCHIROLLES DU 27 JUIN 2009

DANS le cadre de la deuxième conférence pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements de Puteaux, nous nous sommes réunis ce jour pour répondre à l'appel des 10 travailleurs de Caterpillar du 8 juin 2009.

Nous sommes réunis ici, dans une salle prêtée par la mairie d'Echirolles.

Echirolles, commune ouvrière, où vivent des centaines de travailleurs de Caterpillar et leurs familles menacés de licenciement immédiat. Nous apprécions ce geste de M. Renzo Sulli, maire PCF d'Echirolles. Pour nous, c'est un signe de solidarité avec tous les travailleurs frappés par la crise.

Nous tenons à remercier monsieur le Maire et son conseil municipal.

Aujourd'hui sont présents 37 travailleurs de 20 entreprises :

Amadeus (06), Aéroports de Paris (93), Arcelor Mittal et Asco Métal (57), BGI Facom (39), BTP AM (06), Carbone Savoie (69), Caterpillar (38), Ceric Automation (21), CGMV dockers (83), Conti Technoflex (69), Continental (78), Gems (78), Givaudan Lavirotte (69), Neo Security G4S (06), Peugeot (70), Rexor Bosh (69), SA Evian (74), Sanofi Avantis (94), Saint-Gobain (71), Thyssen (57), EVS-AVS Boissy (94).

Des travailleurs de 51 entreprises ont adressé des messages de soutien et des réponses :

ABB 95, AIA (aéronautique) 83, Airbus 31, Airbus 44, Antix 06, Arcelor Mittal 57, Arkema 04, Ascometal 57, Atos Origin 92, Canson 07, Cegelec 35, Chantier naval STX 44, CNRS Nancy 54, Continental Clairvoix 60, Cummings 29, DCNS Toulon 83, Delphi 17, Faurecia Echappement 25, Fuji Autotech 25, GFD 25, Goodyear, SFG 80, Institut Roussy 94, Isover 71, Latecoère 32, Linpac (13), Manitou 44, Meunier 29, Michelin 71, Mobalpa 74, Molex Villemur 81, Omnium Finance 31, Papeteries de la Seine 92, Papeteries Malaucène 84, PSA Sochaux 25, Renault Choisy 94, Renault Sandouville 76, Renault Truck 01, RFI 75, Sacred 28, Sagem Communications 78, Schneider Electric 95, Seva 71, SGCC 92, Siecmi 29, Sodemeca Michelin 59, STP Cannes 06, Thales 31, Thyssen 57, Valeo Telma 95, Veolia 94

Des travailleurs de la fonction publique et des comités départementaux ou locaux pour la marche unie ont apporté leur soutien.

Une large discussion a commencé et se poursuit

Depuis que l'appel des 10 a été lancé, la situation s'est encore dégradée et les menaces sont très claires pour la rentrée. Pour le seul mois d'avril, 22 600 licenciements et

90 000 inscriptions au Pôle emploi. En septembre, 600 000 jeunes supplémentaires seront à la recherche d'un emploi. Ces trois derniers mois, 35 grandes entreprises ont annoncé un plan de licenciements, sans compter les petites et moyennes. Nous observons que, dans la fonction publique — dans les hôpitaux, la Sécurité sociale, etc... —, la situation est la même, des milliers de licenciements ont lieu ou sont programmés. Des centaines de milliards d'euros de crédits aux banques ont été décidés par le gouvernement, qui, aujourd'hui, face à l'endettement, exige la suppression en 2009 de 32 000 postes dans la fonction publique, après les 28 000 de 2008.

Simultanément, ils osent proposer le report de 63,5 ans à 67 ans du départ en retraite, alors que les licenciements se multiplient et que des milliers d'intérimaires sont à la porte.

Partout, les travailleurs et leurs organisations se battent et cherchent les moyens les plus efficaces. La volonté de se battre, de riposter, n'est pas en cause, mais tous, nous sommes confrontés à un problème. Comme le disent les 10 de Caterpillar : « *Serions-nous condamnés à nous battre chacun dans son entreprise pour la meilleure prime de départ ?* »

Pour nous c'est une certitude, si les partis, PC, PS, NPA, LO, PG, décidaient d'appeler à une marche unie pour l'interdiction des licenciements s'appuyant sur les centaines de comités pour l'unité qui se sont constitués en ce sens et des dizaines et dizaines de prises de position des militants de ces partis, des centaines de milliers de salariés du privé et du public y répondraient.

La tenue et l'écho de notre réunion de ce jour, préparée en peu de temps, le démontrent.

Nous sommes tous obligés de constater, alors que, parmi les travailleurs, cette proposition de marche unie pour l'interdiction des licenciements fait son chemin, que les partis PC, PS, NPA, PG, LO n'ont toujours pas décidé de répondre positivement à notre appel et de réaliser réellement, dans l'unité, la marche unie pour l'interdiction des licenciements. Nous le disons, de la manière la plus fraternelle, aux camarades de ces partis, ces questions politiques sont légitimes.

Le PC, qui avait indiqué à la délégation de la conférence de Puteaux être d'accord pour convoquer ensemble avec le POI une réunion avec tous les partis, n'a pas donné suite. Mais, conformément à ce qu'ils avaient décidé, les députés PC ont déposé un projet de loi d'interdiction des licenciements boursiers, mais sans appel à une marche unie pour l'interdiction des licenciements. Le député PCF J. C. Sandrier n'indique-t-il pas le fond du problème, en déclarant aux députés UMP : « *Vous ne prenez pourtant aucun risque, vous êtes majoritaires (...)* » ?

Le PS, par la voix de Martine Aubry, dénonçant un véritable scandale, déclarait : « *A l'Etat de faire preuve de la plus grande vigilance dans l'application des mesures de reclassement annoncées.* »

Pour le NPA : « *Malgré des luttes dures, aucune boîte ne se bat sur la perspective de l'interdiction des licenciements (...). Isolés, les salariés n'ont d'autre choix que de se battre pour des plans sociaux les moins mauvais possibles, des primes de départ conséquentes et un nombre de licenciements moindres par rapport à celui prévu par le patron.* »

Quelles sont leurs propositions pour mettre un coup d'arrêt aux licenciements ? Quant à nous, nous estimons que leur devoir est d'être à nos côtés et donc d'appeler à la marche unie pour l'interdiction des licenciements.

DANS quelle situation sommes-nous : à ce jour, les dirigeants des partis refusent le mot d'ordre d'interdiction des licenciements et la marche unie. Dans le même temps, les travailleurs sont convoqués à des journées d'action « saute-mouton » à répétition.

Conséquences : cela n'a pas empêché le moindre licenciement. Ils pleuvent de plus en plus. La tendance n'a pas été inversée.

Nous avons discuté des propositions de « primes de départ » ; des « mesures d'accompagnement ». Personne ne songe même à s'opposer à ces primes de départ. Mais est-ce le seul choix ?

Nous estimons de notre devoir d'informer du témoignage que nous avons reçu d'un ancien délégué syndical CGT de Kuhn-Nodet, une usine de la métallurgie. Les salariés ont obtenu une prime de 40 000 euros. 142 salariés ont

perdu leur emploi. Deux ans et demi après, l'immense majorité des salariés de Kuhn-Nodet vivent dans une situation totalement dégradée et instable.

La préservation de son emploi est une question de survie pour tous. Nous jugeons utile aussi d'informer : les ouvriers du groupe américain Timken se sont mis en grève contre les mesures de la direction qui leur proposait l'acceptation de leur licenciement contre une prime de 22 000 euros, assortie d'une prime de 1 000 euros par année de d'ancienneté. A la grande majorité, les salariés ont voté contre.

Fort de ces constats indiscutables, nous posons à nouveau la question aux partis : « *Vous ne pouvez contester ces faits. Alors jusqu'à quand tergiverserez-vous, hésiterez-vous, refuserez-vous ? Comme nous, vous constatez qu'imperturbables, les patrons continuent. A ne pas dresser la force unie de tous les travailleurs, à continuer ainsi, le gouvernement et le patronat ne seraient-ils pas fondés à considérer qu'on leur laisse les mains libres ? Alors, à nouveau, nous vous le disons, la situation est dramatique, il est temps, plus que temps, organisons la marche unie pour l'interdiction des licenciements.* »

VOILÀ ce qui nous amène à réaffirmer avec force le jugement des 10 de Caterpillar « *Si les dirigeants du PS, du PCF, du PG, du NPA, de LO persistent, ne faudrait-il pas que nous organisons nous-mêmes une montée à Paris ?* »

Cela constituerait un premier pas dans la préparation de la marche unie pour l'interdiction des licenciements qui doit être appelée dans l'unité des partis, et pour laquelle nous combattons plus que jamais. »

VOILÀ CE QUI NOUS AMÈNE À PROPOSER :

- **LE 3 OCTOBRE, RASSEMBLEMENT À PARIS, première étape dans le combat pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements.**
- **LE 5 SEPTEMBRE, pour en discuter les modalités, NOUVELLE RENCONTRE NATIONALE DES DÉLÉGUÉS.**
Nous nous adressons à tous les jeunes, les travailleurs frappés par le gouvernement et le patronat :
- **FAITES CONNAÎTRE L'APPEL DES 10 DE CATERPILLAR ;**
- **CONSTITUEZ VOS COMITÉS POUR L'UNITÉ POUR LA MARCHÉ UNIE POUR L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS DANS TOUTES LES LOCALITÉS, SANS ATTENDRE ;**
- **MANDATEZ VOS DÉLÉGUÉS À LA PROCHAINE RÉUNION NATIONALE LE 5 SEPTEMBRE À PARIS.**

C'est pourquoi, nous nous adressons à tous les signataires,
à tous les comités pour l'unité pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements :
**A TOUTS LES NIVEAUX, RETOURNEZ VOIR LES DIRIGEANTS DU PC, DU PS, DU NPA, DE LO, DU PG,
POUR LEUR DIRE :**

- « *N'hésitez plus, ne tergivez plus, ne refusez plus.*
- *Organisons ensemble la marche unie.*
- *Venez à la réunion du 5 septembre.*
- *Venez à cette première étape du 3 octobre »*

Nous demandons à la deuxième conférence pour l'unité pour l'interdiction des licenciements, réunie les 15 et 16 mai 2009 à Puteaux, de faire connaître cet appel.